

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 21. März 1988

Information hebdomadaire 11/88Treffen BR Felber mit Präsident Uruguays, Sanguinetti

Departementschef ist mit Präsident Sanguinetti am 16. März 1988 in Genf zu ca. dreiviertelstündigem Gespräch zusammengekommen. Gespräch beinhaltete politischen und wirtschaftlichen Tour d'horizon betreffend Lateinamerika, mit Akzenten auf Zusammenarbeit im lateinamerikanischen Bereich, Schuldenfrage und Krise in Zentralamerika, inklusive Panama. Sanguinetti zeigte sich insgesamt zuversichtlich trotz unleugbaren Problemen. Seine Ausführungen waren souverän und ausgewogen. Atmosphäre durchaus gelöst und freundschaftlich.

Anwesend waren neben beiden genannten Gesprächspartnern auf uruguayischer Seite Minister für Auswärtiges, Tassano, und Minister für Wirtschaft/Finanz, Zerbino, auf schweizerischer Seite die Botschafter Andres, de Pury und Rüegg.

Präsident Sanguinetti befand sich auf Durchreise zu offiziellem Besuch in Moskau und benützte Aufenthalt in Genf auch noch für Kontakte mit IKRK und GATT-Sekretariat.

Visite Premier Vice-ministre cubain des relations extérieures,
M. José Raul Viera Linares (VL), 16.3.1988

Entretiens présidés par Secrétaire d'Etat Brunner ont porté essentiellement sur situation politique internationale et relations Cuba/Etats-Unis:

1. Le rapprochement entre Grandes puissances, s'il crée un climat favorable, n'est pas sans préoccuper un petit pays comme Cuba qui se sent d'autant plus exposé à la volonté de Washington (VL se réfère à cet égard au récent rapport d'une commission américaine "Discriminate deterrence" qu'il interprète comme un manuel sur les moyens de faire la guerre au tiers monde), qui voit, en outre, non sans malaise, la problématique nord-sud négligée d'autant et les pays occidentaux, l'Europe en particulier, obnubilés par leurs propres problèmes.

2. Les relations Cuba / Etats Unis se sont dernièrement améliorées: niveau d'hostilité verbale a baissé et négociations ont repris, "business like", notamment sur la question des interférences radiophoniques. Relations Cuba / Amérique latine ont de même beaucoup progressé, contacts politiques et relations économiques se sont intensifiés, ces dernières notamment avec Mexico.

3. En Amérique centrale, seul le Nicaragua semble vouloir respecter les accords d'Esquipulas, mais il n'y aura pas de paix si le Salvador ne les respecte pas et si Washington ne change pas d'attitude. L'aide aux contras doit cesser et les Etats-Unis doivent accepter que le Nicaragua ait son propre Gouvernement. VL souligne en outre la différence entre Cuba et le Nicaragua, notamment le fait que le parti unique à Cuba est une donnée historique antérieure au parti communiste, ce qui n'est pas le cas du Nicaragua qui a une expérience pluraliste et qui a gardé par ailleurs un secteur économique privé.

4. Panama. Les attaques des Etats Unis contre le Général Noriega visent l'indocilité du Panama à l'égard de Washington dans le contexte Amérique centrale et cherchent à contourner les accords Torrijos-Carter pour récupérer le Canal.

5. Angola. Cuba n'a pas pour objectif de maintenir des troupes en Angola mais tiendra ses engagements à l'égard de ce pays. Retrait total troupes cubaines ne saurait intervenir sans garanties de sécurité nécessaires (arrêt de l'aide à l'UNITA, retrait des troupes sud-africaines du sud de l'Angola, garantie de l'intégrité territoriale de l'Angola par un mécanisme international de sécurité, application de la résolution 435 sur l'indépendance de la Namibie).

VL a été reçu par Chef du Département en visite de courtoisie. Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère cordiale. Visite VL faisait suite à celle Chef Division politique II à Cuba en 1987 et s'inscrit dans le cadre de contacts interministériels que Cubains souhaiteraient voir s'intensifier.

Visite à Berne du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké

Le 14 mars 1988, M. Hocké, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a rendu une visite de courtoisie au Chef du Département. A cette occasion, l'Ambassadeur F. Muheim a procédé avec lui à un tour d'horizon, consacré avant tout à la question de la reconduction de son mandat.

Lors de la réunion de travail, il a pu être constaté, grâce aux informations fournies par nos représentations à l'étranger, que le Haut Commissaire et le HCR, que ce soit au siège ou sur le terrain, jouissent de l'estime de la plupart des gouvernements. En regard des critiques émises, les signes de satisfaction sont généralement plus nombreux et concernent des aspects plus fondamentaux de la problématique internationale des réfugiés. Par conséquent, s'il peut être démontré lors de la prochaine session informelle du Comité exécutif du HCR, fin juin 1988, que les engagements pris par le Haut Commissaire à la 38ème session du Comité exécutif, notamment ceux de réduire les effectifs et les dépenses administratives à Genève, sont respectés et si le climat de travail au siège du HCR continue à s'améliorer, tout porte à croire que le mandat de M. Hocké sera reconduit. Nous proposerons donc au Chef du Département d'informer le Secrétaire général des Nations Unies, qui se rendra à Berne le 18 avril et à qui il appartiendra de proposer le Haut Commissaire à l'Assemblée générale de l'ONU fin 1988, de l'écho positif que rencontrent la personnalité et les activités de M. Hocké dans les capitales, ainsi que du soutien que le Conseil fédéral entend apporter à ce dernier dans la perspective du renouvellement de son mandat.

Visite du Directeur exécutif de l'UNICEF à Berne

Le 14.3.88, le Directeur exécutif de l'UNICEF, J. Grant, a participé à une séance de travail présidée par F.R. Staehelin, Directeur de la DDA. Les principaux éléments à en retenir sont les suivants:

- Une étude de restructuration de l'UNICEF, qui a été demandée par son Conseil d'administration afin de tenir compte des ressources accrues, contient entre autres la proposition de transférer de Genève à New-York les responsables des politiques de sensibilisation du public en faveur de l'enfance, dans l'optique de concentrer à New-York, de manière plus générale, tout ce qui a trait à la définition des politiques. Selon J. Grant le Bureau de l'UNICEF de Genève, qui continuerait à fournir le support aux comités nationaux de l'UNICEF, le ferait selon des politiques mieux définies et donc plus efficacement. La Suisse déterminera sa position à cet égard pour le Conseil d'administration d'avril prochain, qui devrait prendre une décision.
- J. Grant a rappelé la proposition qu'il a soumise aux ministres africains de la santé de fournir des médicaments essentiels qui seraient vendus pour constituer des fonds de roulement, jusque dans les villages, et qui contribueraient à surmonter le problème des frais récurrents dans le secteur de la santé. Nous avons émis des réserves sur la possibilité d'appliquer de manière généralisée un tel système, compte tenu des particularités de chaque politique nationale de santé et de l'obligation de fournir aussi des médicaments aux patients insolvables. Nous avons souligné la nécessité pour l'UNICEF de collaborer pleinement avec l'OMS et les autres aides dans ce secteur.

Briefing durch John Woodworth (W), Deputy Assistant Secretary of Defense for European and NATO Policy über die Gespräche der US- und UdSSR-Verteidigungsminister Carlucci und Jasow in Bern, 16. und 17. März 1988

W. bedankt sich einleitend auch im Namen des Verteidigungsministers für die gewährte Gastfreundschaft und hervorragende Organisation und Betreuung.

Gemäss Ausführungen von W. umfasste die Tagesordnung vier Themen: 1.) gefährliche militärische Zwischenfälle, 2.) Militärdoktrinen und -konzepte, 3.) Abrüstungsfragen und 4.) Kontakte zwischen Militärs.

Zu den einzelnen Punkten machte W. folgende näheren Angaben.

Militärische Zwischenfälle

Für die USA sei dieses Traktandum von besonderer Wichtigkeit gewesen, da verschiedene Zwischenfälle, wie etwa die kürzlich im Schwarzen Meer erfolgte Schiffskollision, zu Besorgnis Anlass gegeben hätten. Beide Seiten seien sich einig gewesen, dass bei solchen Zwischenfällen allseits Zurückhaltung geübt werden müsse und es niemals zu Schiessereien kommen dürfe. Letzteres sei von Jasow ausdrücklich zugesichert worden.

Die Generalstabschefs der beiden Länder, Crowe und Achromejew, werden über diese Fragen Folgegespräche führen und versuchen, gewisse Prinzipien zu erarbeiten und geeignete Kontaktstellen zur Einschaltung bei solchen Zwischenfällen zu schaffen. Bestehende zwischenstaatliche Verträge wie etwa derjenige zur Vermeidung von Zwischenfällen auf Hoher See wollen beide Seiten strikt einhalten.

Militärdoktrinen

Die Diskussion über die Militärdoktrinen sei besonders von Seite der UdSSR gewünscht worden. Was die wahre Absicht sei, habe Carlucci erfolglos zu erfahren versucht. Die Ausführungen der Russen seien interessant gewesen, aber "not decisively revealing". Gegenüber der Vergangenheit lasse sich konkret nichts Neues feststellen. Die geplanten Militärausgaben, Truppen- und Rüstungsbestände liessen ebenfalls den Willen zu Neuerungen vermissen. Allerdings seien für die Zukunft vermehrt defensive Verteidigungsübungen in Aussicht gestellt worden. Bestehende Ungleichgewichte und Asymmetrien im konventionellen Bereich würden unterschiedlich bewertet, wobei die USA die grosse Ueberlegenheit des WAPA bei Angriffssystemen wie Panzer und Artillerie hervorgehoben hätten. Die USA seien an der Weiterführung der Gespräche interessiert, was in den hierfür bereits vorgesehenen multilateralen Gremien zu geschehen habe. Bilateral seien die Amerikaner zu Gesprächen mit der UdSSR über Probleme der globalen Militärpräsenz bereit.

Abrüstungsfragen

Da dieses Thema anderswo behandelt werde, sei es bei den Berner Gesprächen nur am Rande gestreift worden.

Bei der strategischen Abrüstung (START) hätte die UdSSR ihr Interesse an einer Limitierung der seegestützten Cruise Missiles (SLCM) angemeldet und darauf hingewiesen, dass hier eine wirksame Kontrolle mittels spezieller Sensoren durchaus machbar sei. Die USA seien skeptischer, hätten sich jedoch bereit erklärt, diesbezügliche Vorschläge zur Ueberprüfung entgegenzunehmen.

Bei SDI habe Carlucci einmal mehr den defensiven Charakter des Systems unterstrichen und für eine Ergänzung der offensiven strategischen Systeme durch defensive Systeme plädiert. Die UdSSR habe ihre alte Kritik am SDI bekräftigt und auf die negativen Folgen bei der Herabsetzung der Offensivwaffen aufmerksam gemacht.

Carlucci habe ferner angeregt, dass in Zukunft alle Versuche mit ICBM und SLBM angekündigt werden, also auch diejenigen, welche das Hoheitsgebiet nicht verlassen. Dies im Sinne einer vertrauensbildenden Massnahme.

Militärkontakte

Die Militärkontakte zwischen den beiden Supermächten sollen schrittweise ausgebaut werden. Die Entwicklung sei jedoch von den Fortschritten auf den anderen Gebieten wie Afghanistan, Nicholson-Affaire etc. abhängig. Neben den Generalstabschefs sollen sich zukünftig auch andere hohe Militärs, etwa die Oberbefehlshaber in Europa treffen. Auch die Verteidigungsattachés der beiden Länder sollen vermehrt gemeinsame Kontakte pflegen.

Zusätzlich zu diesen vier Traktanden fand ein kurzer Meinungsaustausch über regionale Konflikte statt. Bezüglich Afghanistan hätte Jasow den sowjetischen Entschluss bestätigt, die Truppen abzuziehen. Konkrete Schritte würden von den Ergebnissen der laufenden Verhandlungen abhängen. Die von den USA betreffend die Lage in Kampuchea geäusserte Besorgnis habe Jasow mit dem Hinweis gekontert, dass der sowjetische Einfluss in diesem Land beschränkt sei.

Die Verteidigungsminister wollen ihre Kontakte fortführen. Jasow habe Carlucci nach Moskau eingeladen. Die Gespräche, die keine Verhandlungen waren, seien offen und in einer guten Atmosphäre geführt worden. Dies trotz zahlreicher Meinungsunterschiede.

ONU / Commission des droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme (CDH), organe subsidiaire du Conseil économique et social, a tenu sa 44ème session, à Genève, du 1er février au 11 mars 1988, sous la présidence de M. Alioune SENE (Sénégal). La délégation suisse, conduite par le Chef de la Mission permanente à Genève, comprenait notamment le Chef du Service des droits de l'homme de la DDIP.

Au titre de l'approche par pays, la CDH a examiné la situation des droits de l'homme en Afrique australe et surtout dans les territoires arabes occupés - avec une attention particulière en raison de la crise actuelle, évoquée notamment par un discours de M. Yasser ARAFAT - sans parvenir cependant à renouveler et apurer son langage afin d'adresser un message unanime à Israël et à l'Afrique du Sud; elle a prorogé par ailleurs le mandat des rapporteurs spéciaux sur le Chili, El Salvador, le Guatemala, Haïti, l'Iran et l'Afghanistan, dont les rapports établissent un pronostic généralement réservé. En ce qui concerne Cuba, l'initiative et la pression des USA ont abouti à l'envoi d'une mission conduite par le Président de la CDH et devant examiner la situation des droits de l'homme dans ce pays, sur l'invitation de La Havane, mais conformément aux critères de la CDH. Nombre d'autres pays, en particulier la Colombie et la Roumanie, ont été la cible des ONG.

Au titre de l'approche thématique, la CDH a renouvelé le mandat des rapporteurs spéciaux sur l'intolérance religieuse, sur la torture et sur les exécutions sommaires, ainsi que celui du Groupe de travail sur les disparitions forcées. Elle a aussi encouragé le développement des programmes de services consultatifs et d'information pour la promotion des droits de l'homme. Pour leur part, les pays de l'Est et les 77 ont regretté l'insuffisance de l'attention de la CDH en ce qui concerne le droit au développement et l'ensemble des droits économiques et sociaux. Les Occidentaux sont parvenus par ailleurs à faire adopter les premiers articles d'un projet de Déclaration relative aux "human rights defenders", ainsi que, à l'intention de la Commission spéciale de l'ECOSOC, un rapport qui préserve les mécanismes de contrôle et de conseil de la CDH.

Dans le cadre d'un effort général de participation plus active aux travaux de la CDH et d'usage accru des possibilités du statut d'observateur, la délégation suisse a prononcé trois déclarations (intolérance religieuse, torture, violation des droits de l'homme en général) et s'est portée co-auteur de six résolutions relevant de l'approche thématique (Convention contre la torture, rapporteurs spéciaux sur la torture, les exécutions sommaires et l'intolérance religieuse; Groupe de travail sur les disparitions; information pour la promotion des droits de l'homme). Elle a en outre exposé la position des autorités fédérales en réponse aux griefs d'une ONG relatifs à la législation et à la pratique suisses en matière d'asile. En introduisant un projet de résolution concernant la récupération des avoirs Marcos - sans mention expresse de la Suisse - la délégation des Philippines s'est félicitée de la coopération des gouvernements concernés.

Réunion ministérielle informelle de Constance

Dans le cadre des réunions informelles de ministres de l'économie et du commerce qui sont organisées depuis 1983 pour accompagner le processus de négociation du GATT (1987: Taupo-Nouvelle Zélande et Ouchy), le ministre allemand de l'économie, M. Bangemann, a présidé une réunion avec 28 ministres représentatifs des 96 parties contractantes du GATT à Constance, du 18 au 20 mars 1988. La Suisse était représentée par M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz, l'ambassadeur de Pury et L. Wasescha.

Les ministres ont ainsi entamé leur processus de préparation de l'exercice à mi-parcours de l'Uruguay-Round (UR). Cette midterm review est prévue à Montréal dans la semaine du 5.12 1988.

Après avoir constaté que le processus de négociation à Genève s'est jusqu'à présent bien déroulé, les ministres ont reconnu la nécessité pour la midterm review (MTR) de donner une impulsion politique positive pour l'achèvement de l'UR. Le monde devra recevoir le signal que l'UR sera un succès. Le commerce attend en effet davantage de prévisibilité du système et nécessite des investissements accrus dans un environnement plus ouvert aux échanges. La politique commerciale avait tendance à être sous-estimée, compte tenu du fait que le commerce mondial contribue en moyenne à 20 % du produit national brut des parties contractantes du GATT, ce qui constitue une expression visible de l'interdépendance accrue des économies nationales.

Les ministres ont procédé à une évaluation de l'état de négociation dans les domaines suivants: fonctionnement du GATT (FOG), règlement des différends, sauvegardes, textiles, produits tropicaux, agriculture, services et propriété intellectuelle. Le sentiment que des résultats provisoires sont à portée de la MTR dans le FOG, le règlement des différends et les produits tropicaux a prévalu. Les ministres sont tombés d'accord que la MTR ne devait pas être préparée trop rapidement pour ne pas encombrer le processus de négociation, à Genève, dont on attend des progrès substantiels d'ici la fin de l'été.

Le débat sur les sauvegardes, introduit par M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz, a montré combien il était difficile de faire des progrès dans ce domaine crucial de la négociation. En effet, les USA, la CE et le Japon ont plaidé en faveur de la légalisation des mesures de zone grise, tandis que la Suisse, le Canada et les PVD ont plaidé en faveur du maintien du principe de mesures de sauvegardes applicables à l'égard de tous les partenaires commerciaux.

Le débat sur l'agriculture a permis aux ministres de réaffirmer leurs positions avec une clarté impressionnante, ce qui a permis de dissiper des malentendus. La MTR pourrait déboucher sur des mesures à court terme (gel des subventions à l'exportation et statu quo de l'accès au marché, comme le propose le groupe de Cairns, par exemple) et sur une orientation de la négociation vers des objectifs à moyen ou à long terme formulés avec plus de précision que les objectifs de la déclaration de Punta del Este. De plus, il s'agira de prendre note de tous les efforts déjà consentis pour améliorer la situation actuelle (CE, Nordiques, Suisse).

Les ministres sont convenus de se réunir, sur invitation de leur collègue du Pakistan, au Pakistan en début du mois d'octobre pour poursuivre les préparatifs de la MTR.

M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz a fait valoir le point de vue de la Suisse aussi bien dans le débat général (il ne faut pas entamer le processus préparatoire de Montréal à un stade trop précoce, afin de laisser le temps aux négociateurs de faire des progrès) que dans les débats sur le FOG (il faut aborder la discussion politique des pratiques commerciales dans le GATT sans atténuer les engagements contractuels des parties contractantes et il faut faire connaître le GATT dans chacun de nos pays respectifs) sur les sauvegardes (nécessité d'un article pour l'ajustement structurel) et dans l'agriculture (vocation non économique des politiques agricoles).

Finanz- und Bankgespräche Schweiz - Japan

Am 15. März 1988 fanden in Bern unter dem Vorsitz des Chefs des Finanz- und Wirtschaftsdienstes Bankgespräche mit Delegation vom japanischen Finanzministerium unter Leitung Assistant Vice Minister Kubotas statt. Sie setzten jahrelange enge Zusammenarbeit fort.

Die vertraulichen Gespraechе umfassten folgende Themenbereiche:

1. Gegenseitige Information ueber juengste Entwicklungen auf dem schweizerischen und japanischen Finanzplatz: Schweizer Seite informierte v.a. ueber Stand Insidergesetzgebung, Entwicklung Swiss Options and Financial Futures Exchange (SOFFEX), Kapitalexportgesetzgebung, veraenderte Regeln des Emissionssyndikats der Schweizer Banken, neue Liquiditaetsvorschriften fuer Banken sowie geplante Ausweitung des Geltungsbereichs des Bankgesetzes durch Aenderung der Definition des Bankbegriffs. Japaner informierten ihrerseits ueber Zinsderegulierung, Schaffung neuer Instrumente und Maerkte sowie Zulassung auslaendischer Finanzinstitute in Japan. Das Treffen stellte somit einen weiteren Schritt, in Richtung der von den Japanern verschiedentlich angeregten Institutionalisierung derartiger Kontakte dar. Bekanntlich pflegt Japan derartige Gespraechе mit den G-7-Partnern.

2. Fragen vorwiegend bilateralen Interesses: Nebst einer gegenseitigen Wuerdigung der Fortschritte im bilateralen Verhaeltnis, in juengster Zeit v.a. die grosszuegige Gewaehrung von Sitzen am Tokyoter Ring fuer Schweizer Banken, wurden hier spezifisch Probleme diskutiert, die sich aus den unterschiedlichen Systemen (Universalbanken- resp. Trennbankensystem) fuer beide Parteien ergeben, vor dem Hintergrund der japanischen Antraege zweier Banken und zweier Wertschriftenhaeuser hinsichtlich der Erlangung von Banklizenzen in der Schweiz.

Beide Seiten erachteten die sehr offen gefuehrten Diskussionen als aeusserst nuetzlich im Hinblick auf die Ueberwindung noch bestehender Schranken bezueglich Niederlassung und Geschaeftsmoeglichkeiten der respektiven Finanzinstitute. Verschiedene der erörterten Fragen werden nun von jeder Seite intern geprueft und auf diplomatischem Wege weiterverfolgt.

3. Nebst den bilateralen Gespraechen absolvierte die japanische Delegation verschiedene Hoeflichkeitsbesuche, so bei Vizepraesident Lusser (SNB), Direktor Hauri (EBK) und Vizedirektor Kaeser (EFV/EPD), im Verlaufe derer hauptsaechlich die internationale monetaere Zusammenarbeit sowie Fragen der Ueberwachung der Kapitalmaerkte eroertert wurden.

MUHEIM.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 22.3.1968

1:A.2B.14.P.9. - HK/LA

Interne Verteilerliste

Betrifft: Sir. pol. 9/68 et Inform. heb. 11/68

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiter	Frau Hanselmann	
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Barras	BF
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA FB
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	BH
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse- und Informationsdienst
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 22.3.1988

T E L E G R A M M (CH)

CK 23. März 88 -8

a) an die diplomatischen Vertretungen in: 9/88

- | | | |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Houston | - Riad |
| - Alger | - Islamabad | - Rio de Janeiro |
| (- Amman) | - Istanbul | - Rom |
| - Ankara | - Jakarta | - San Francisco |
| - Athènes | - Johannesburg | - San José |
| - Bagdad | - Kairo | - Santiago |
| - Bangkok | - Kinshasa | - Sao Paulo |
| - Barcelona | - Lagos | - Seoul |
| - Beirut | - Lima | - Stockholm |
| - Berlin Ost | - Lissabon | - Teheran |
| - Berlin West | - London | - Tel-Aviv |
| - Bombay | - Los Angeles | - Tokio |
| - Bonn | - Luxemburg | - Washington |
| - Brasilia | - Madrid | - Wien |
| - Brüssel (2) | - Marseille | |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Montreal | |
| - Bukarest | - Moskau | |
| - Canberra | - Nairobi | |
| - Caracas | - New Delhi | |
| - Chicago | - New York (2) | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (3) | |
| - Djeddah | - Peking | |
| - Dublin | - Prag | |
| - Guatemala | - Pretoria | |
| - Havanna | | |

b) per Kurier:

Abidjan		
Abu Dhabi		
Addis Abeba	Hamburg	Panama
Akkra	Hanoi	Panmunjom
Alger	Harare	Paris (3)
Amman	Havanna	Prag
Amsterdam	Helsinki	Pretoria
Ankara	Hong Kong	Quito
Antananarive	Houston	Rabat
Asuncion	Islamabad	Rio de Janeiro
Athen	Istanbul	Rom
Atlanta	Jakarta	San Francisco
Bagdad	Johannesburg	San José
Bangkok	Kairo	Santiago de Chile
Barcelona	Karachi	Sao Paulo
Beijing	Khartoum	Singapur
Beirut	Kigali	Sofia
Belgrad	Kinshasa	Stockholm
Berlin/BRD	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Stuttgart
Bogota	Kuwait	Seoul
Bombay	Lagos	Sydney
Bonn	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bordeaux	Lima	Tel-Aviv
Brasilia	Lissabon	Tokio
Brüssel+Mission	London	Toronto
Budapest	Los Angeles	Tripolis
Buenos Aires	Luanda	Tunis
Bukarest	Luxembourg	Vancouver
Canberra	Lyon	Warschau
Caracas	Madrid	Washington
Chicago	Mailand	Wellington
Colombo	Manchester	Wien
Conakry	Manila	Yaoundé
Dakar	Maputo	Zagreb
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste